

Quelques semaines après son élection à la tête de la CFDT, Laurent Berger s'exprime sur les grands enjeux pour l'avenir de la CFDT.



« Encore plus proche de tous les salariés »

Quels sont pour toi les enjeux pour le syndicalisme de demain ?

Le grand défi est d'être encore plus proche de tous les salariés. Nous restons trop éloignés des précaires, des jeunes, des demandeurs d'emploi, des salariés qui travaillent dans les petites et moyennes entreprises... Ils ne sont pourtant pas rétifs au syndicalisme ou à la CFDT. L'accueil qu'ils nous réservent est toujours bon quand nous allons à leur rencontre.

En France, on signe en moyenne son premier CDI à 27 ans. Comment s'étonner de voir si peu de jeunes syndiqués si nous ne nous intéressons pas à eux lorsqu'ils galèrent entre stages, CDD et périodes de chômage ? En 2011, la CFDT a signé plusieurs accords pour l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes. Nous devons poursuivre ce travail et montrer aux jeunes qu'ils ont toute leur place à la CFDT. Le partenariat avec les organisations de jeunesse, qui regroupent des jeunes étudiants, apprentis, chômeurs ou salariés doit également être poursuivi.

Enfin, les syndicats doivent investir tous les secteurs professionnels, y compris ceux où nous sommes peu implantés au regard du nombre de salariés. Pour relever ce défi, nous devons développer des pratiques de proximité avec ces salariés,

comme nous l'avons fait lors de la campagne pour les élections de représentativité dans les TPE. C'est la voie que nous invite à suivre l'Assemblée générale des syndicats du mois de novembre.

Quelles sont les grandes orientations de la CFDT notamment dans le contexte de crise ?

Il faut dessiner les perspectives de l'après-crise dans une société où toutes les cartes sont rebattues. La CFDT doit s'interroger sur la société et le monde du travail qu'elle souhaite construire pour demain. Cela passe par un nouveau pacte social. Il faut donner du sens à la société que nous voulons : moins d'inégalités sociales et plus de coordination des politiques en Europe. Si nous n'arrivons pas à anticiper les mutations du monde du travail, nous sommes condamnés, nous syndicalistes, à jouer exclusivement le rôle de pompiers lorsqu'il est déjà trop tard... Pour tout cela, nous devons comprendre le monde tel qu'il est aujourd'hui et non raisonner comme s'il était le même qu'il y a trente ans. C'est bien cette démarche qui a guidé notre engagement dans la négociation sur la sécurisation de l'emploi. L'accord obtenu donnera des droits nouveaux aux salariés, en particulier les plus précaires. Il permettra aussi de mieux anticiper les difficultés des entre-

prises et de mieux préserver l'emploi par un rôle accru des représentants du personnel.

Quelles évolutions de notre organisation te semblent nécessaires pour l'avenir ? Quel rôle pour l'interprofessionnel ?

La CFDT doit développer sa proximité avec les salariés. Mais aussi avec les adhérents et les militants, dont certains ne sont parfois quasiment jamais en contact avec le reste de l'organisation. Or notre boulot est de les soutenir dans leur action au quotidien. Pour cela nous avons réalisé depuis le congrès de Tours de nombreuses expérimentations : mise en place de référents de sections syndicales, rassemblements d'élus d'entreprise et d'administration, développement des enquêtes flash, service aux adhérents, renouvellement pour avoir parmi nos responsables plus de jeunes, de femmes et de personnes issues de la diversité.

Sur tous ces chantiers, l'interprofessionnel a un rôle essentiel à jouer parce que, par son maillage, il assure notre présence territoriale et donc notre proximité avec les salariés, les adhérents et les militants.

L'Île-de-France occupe une place particulière y compris au niveau mondial. Quel regard portes-tu sur cette région ?

Sa situation de région-capitale lui donne effectivement une place particulière dans notre économie et dans notre démocratie. Pour une organisation syndicale comme la CFDT, elle occupe surtout une place particulière dans le salariat de notre pays, à la fois par le nombre et par la diversité (grands groupes, PME, TPE, dans l'industrie, les services, l'agriculture). Cela ouvre un vaste champ à notre action et fait de l'Île-de-France un terrain d'expérimentation privilégié. C'est aussi la région où je vis. Et je dois dire que je l'apprécie.

Propos recueillis par
Judith BOUMENDIL Et Jean-Paul RUEFF